



L'Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du 13 octobre 2010

Un affaiblissement démocratique

Le gouvernement s'entête. Il n'accepte de toucher à son projet de loi sur les retraites qu'à la marge, car ce projet est un des éléments clés du plan d'austérité qui se met en place.

Il commence dans le même temps à s'inquiéter. C'est ainsi qu'il faut interpréter l'urgence à vouloir voter avant le 12 octobre les articles sur les bornes d'âge (60/62 et 65/67), l'intervention publique sur les médias du conseiller social du président de la République ou encore les accusations contre celles et ceux qui appelleraient les jeunes à manifester.

Face à un tel blocage du pouvoir, alors que la très grande majorité des Françaises et des Français sont opposés à son projet de loi, la mobilisation ne faiblit pas, ainsi que la détermination.

Rappelons - on ne le rappellera jamais assez - que le blocage gouvernemental est dû à la volonté de répondre, par l'austérité, aux marchés financiers et aux autorités européennes tout en faisant un marqueur politique.

Pendant deux jours, les 7 et 8 octobre, le Comité confédéral national (le «parlement» de FO) s'est réuni et a largement débattu de cette situation.

À l'unanimité, les secrétaires de fédérations et d'unions départementales ont réaffirmé le caractère injuste et inacceptable de ce projet et la nécessité de revendiquer son retrait ou son abandon pour obtenir une autre réforme.

À l'unanimité, ils ont décidé d'appeler à la grève le 12 octobre et souligné que l'unité d'action était un espoir pour les salariés.

À l'unanimité également, ils ont décidé de soutenir les syndicats Force Ouvrière qui, dans l'unité d'action la plus large, s'engagent dans la reconduction du mouvement pour obtenir satisfaction.

Par leur entêtement, les pouvoirs publics durcissent la situation. Un tel entêtement est d'ailleurs révélateur d'un affaiblissement démocratique. Comme le soulignait un «expert», dans beaucoup de pays, avec des manifestations aussi importantes, les pouvoirs publics auraient ouvert des discussions.

Ce n'est pas le cas en France.

La semaine qui vient sera donc une semaine clé avec:

- la journée de grève et de manifestations du 12 octobre*;
- les assemblées générales qui se tiendront ici et là dans la foulée;
- les manifestations du 16 octobre.

Décidée à agir clairement et dans l'action commune, Force Ouvrière répond, avec calme et détermination, à l'entêtement des pouvoirs publics et ne se laissera pas piéger dans les polémiques, d'où qu'elles viennent.

* Plus de 3,5 millions de manifestants sur l'ensemble du territoire.